



Conseil de sécurité

Distr. générale
2 janvier 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 2 janvier 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par l'Ouzbékistan en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité
contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 27 décembre 2001, adressée
au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la
résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport de la République d'Ouzbékistan présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du rapport qui y est joint comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Alisher **Vohidov**

Pièce jointe

[Original : russe]

Rapport présenté par la République d'Ouzbékistan au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, en date du 28 septembre 2001

Paragraphe 1

Alinéas b) et c)

Le Code pénal de la République d'Ouzbékistan stipule que les actes suivants engagent la responsabilité pénale de leurs auteurs :

Chapitre 8. Atteintes à la paix et à la sécurité de l'humanité : article 154 (Mercenariat), article 155 (Terrorisme), article 156 (Incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse).

Chapitre 9. Crimes contre la République d'Ouzbékistan : article 158 (Attentat contre le Président de la République d'Ouzbékistan), article 159 (Atteinte à l'ordre constitutionnel de la République d'Ouzbékistan), article 161 (Sabotage).

Chapitre 17. Atteintes à la sécurité publique : article 242 (Création d'association de malfaiteurs), article 243 (Blanchiment du produit du crime), article 244-1 (Production et diffusion de documents contenant des menaces dirigées contre la sécurité ou l'ordre publics), article 244-2 (Création et direction d'organisations religieuses extrémistes, séparatistes ou fondamentalistes ou d'autres organisations interdites, et appartenance à de telles organisations), article 247 (Possession illégale d'armes à feu, de munitions, de substances explosives ou d'engins explosifs), article 251 (Possession illégale de substances dangereuses ou toxiques), article 252 (Possession illégale de substances radioactives), article 255-1 (Fabrication, production, stockage, acquisition, transfert, conservation et possession illégale d'armes bactériologiques ou chimiques ou d'autres armes de destruction massive, et autres activités liées à de telles armes).

La procédure de blocage (saisie) des comptes et dépôts bancaires est régie par la législation de la République relative à la procédure criminelle, conformément à l'article 290 (Saisie de biens) du Code de procédure criminelle.

Paragraphe 2

Alinéas a) et b)

Des organes spécialisés sont chargés d'inventorier et de protéger les armes et munitions dans les bases et dépôts et de contrôler la façon dont elles sont utilisées et stockées;

- Dans le cadre du contrôle des personnes, véhicules et marchandises qui franchissent les frontières de l'État, des mesures sont prises pour détecter les armes, substances explosives et moyens de sabotage, notamment grâce à l'utilisation de chiens et de techniques spécialisées;

- En vertu des pouvoirs qui leurs sont conférés (par la loi de la République d'Ouzbékistan sur le service national des douanes, le Code des douanes de la République d'Ouzbékistan et d'autres actes législatifs) les autorités douanières contrôlent de la façon prescrite les bagages à main et autres bagages des personnes qui passent la douane, ainsi que les marchandises et véhicules;
- Une attention particulière est accordée à la détection de la contrebande d'armes, de munitions, de substances explosives, toxiques et radioactives, de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs produits de base, et de textes, illustrations et publications visant à saper l'État et l'ordre public, à violer l'intégrité du territoire, l'indépendance politique du pays et la souveraineté de l'État ou à promouvoir la guerre, le terrorisme, la violence, et le racisme et ses manifestations;
- La loi de la République d'Ouzbékistan sur la lutte contre le terrorisme, qui prévoit des mesures et définit les pouvoirs en matière de lutte contre les forces du terrorisme international, a été adoptée en 2000;
- Dans le cadre de la loi susmentionnée, des recommandations concernant l'identification des personnes impliquées dans des activités terroristes ont été élaborées et adressées aux autorités compétentes, avec une liste de signes particuliers;
- Des mesures ont été adoptées en vue de prévenir, détecter et déjouer les tentatives de passage illégal par les postes frontière de la République d'Ouzbékistan de stupéfiants et substances psychotropes, de substances explosives et engins explosifs, de matériel d'armement, d'armes et de munitions, d'armes nucléaires, biologiques et chimiques et d'autres types d'armes de destruction massive, et de matériaux et de matériel pouvant servir à commettre des actes de terrorisme, et d'autres pouvoirs sont exercés conformément à la loi;
- Ces activités sont régies par des accords intergouvernementaux et interdépartementaux relatifs à la lutte contre la contrebande de stupéfiants, de substances psychotropes et de leurs produits de base et contre d'autres violations des règlements de douane.

Alinéas c) et d)

Les activités menées dans les domaines indiqués à ces alinéas sont régies par la loi de la République d'Ouzbékistan sur la lutte contre le terrorisme et les dispositions des conventions et protocoles des Nations Unies.

Alinéa g)

Pour éviter que des personnes appartenant à des organisations terroristes ou impliquées dans des activités terroristes sur le territoire d'autres États ne traversent la frontière d'État de la République d'Ouzbékistan, sur la base des renseignements fournis par le Centre national d'Interpol à Tachkent, des listes nominatives sont communiquées aux postes frontière et des mesures sont prises pour détecter et empêcher l'entrée des intéressés sur le territoire de la République d'Ouzbékistan ou leur sortie de ce territoire;

- Compte tenu du fait que les terroristes tendent à s'attaquer aux transports aériens et au vu du perfectionnement des techniques qu'ils utilisent, des mesures supplémentaires (touchant notamment aux systèmes de défense et de contrôle) ont été élaborées pour renforcer la sécurité des infrastructures liées à l'aviation, aux autres moyens de transport et aux communications.

Paragraphe 3

Alinéas a), b) et c)

Les échanges d'informations avec les services d'autres États s'effectuent dans le cadre des accords et traités en vigueur;

- Il a été créé une base de données spécialisées interdépartementale qui porte sur pratiquement tous les aspects des activités de lutte contre le terrorisme à l'échelle de la République. Une réunion de travail a été organisée avec les responsables et les autres intéressés en vue de régler les questions fondamentales relatives au fonctionnement de la base de données, ainsi que d'autres questions techniques;
- Une coopération technique s'est instaurée avec des partenaires étrangers. Elle repose sur l'échange de renseignements sur les activités illégales des dirigeants et membres actifs des associations de malfaiteurs, sur l'élaboration conjointe d'actes normatifs et d'accords concernant la lutte contre le terrorisme, sur l'exécution d'opérations coordonnées visant à mettre fin à des activités criminelles dangereuses, notamment le trafic de drogues, et sur des programmes de formation.

Alinéa d)

L'Ouzbékistan est partie aux 12 conventions et protocoles des Nations Unies relatifs à la lutte contre le terrorisme international.
